

Port Acadie

Revue interdisciplinaire en études acadiennes
An Interdisciplinary Review in Acadian Studies



La géographie des disparités économiques au sein des localités du Canada atlantique : une étude comparative au cours de la période 1981–2006

Majella Simard

Number 27, Spring 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1038349ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1038349ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université Sainte-Anne

ISSN

1498-7651 (print)
1916-7334 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Simard, M. (2015). La géographie des disparités économiques au sein des localités du Canada atlantique : une étude comparative au cours de la période 1981–2006. *Port Acadie*, (27), 83–117. <https://doi.org/10.7202/1038349ar>

Article abstract

En dépit de ses nombreux éléments de similitude liés notamment à la faiblesse de l'armature urbaine, à une économie fortement orientée vers la mise en valeur des ressources et à une démographie qui peine à se renouveler, le Canada atlantique se présente comme un milieu fort hétérogène. Cette diversité entraîne des niveaux différents de développement selon les endroits. Bien que, de façon générale, les disparités économiques aient eu tendance à s'atténuer au cours des 25 dernières années, il n'en demeure pas moins que plusieurs localités sont aux prises avec des problèmes aigus d'emploi et de faibles niveaux de revenu. Le but de cet article est de dégager l'évolution des disparités économiques au sein des quatre provinces atlantiques entre 1981 et 2006. L'analyse, qui porte sur les 752 subdivisions de recensement de ce territoire, est effectuée à partir de quatre variables clés dans l'étude des disparités. Celles-ci sont examinées en considérant diverses catégories de milieux, établies en fonction de leur taille démographique. Un indice composite conduit à la construction de typologies permettant de mettre en évidence différents niveaux d'évolution.

La géographie des disparités économiques au sein des localités du Canada atlantique : une étude comparative au cours de la période 1981–2006

Majella Simard
Université de Moncton

Résumé

En dépit de ses nombreux éléments de similitude liés notamment à la faiblesse de l'armature urbaine, à une économie fortement orientée vers la mise en valeur des ressources et à une démographie qui peine à se renouveler, le Canada atlantique se présente comme un milieu fort hétérogène. Cette diversité entraîne des niveaux différents de développement selon les endroits. Bien que, de façon générale, les disparités économiques aient eu tendance à s'atténuer au cours des 25 dernières années, il n'en demeure pas moins que plusieurs localités sont aux prises avec des problèmes aigus d'emploi et de faibles niveaux de revenu. Le but de cet article est de dégager l'évolution des disparités économiques au sein des quatre provinces atlantiques entre 1981 et 2006. L'analyse, qui porte sur les 752 subdivisions de recensement de ce territoire, est effectuée à partir de quatre variables clés dans l'étude des disparités. Celles-ci sont examinées en considérant diverses catégories de milieux, établies en fonction de leur taille démographique. Un indice composite conduit à la construction de typologies permettant de mettre en évidence différents niveaux d'évolution.

Introduction

L'espace géographique s'est toujours caractérisé par la présence de disparités, dont les rythmes évolutifs et les intensités diffèrent considérablement selon l'endroit, l'échelle, la période, voire la méthode d'analyse¹. Provenant d'un large éventail de disciplines, les travaux ayant porté sur cette problématique sont particulièrement nombreux². En fait, l'intérêt pour cet objet de recherche a été tel qu'il a même donné naissance, dans les années 1960, à une discipline à part entière : la science régionale³.

1. Clermont Dugas, « Les disparités canadiennes », *Norois*, n° 163, 1994, p. 367–384; Clermont Dugas, *Disparités socio-économiques au Canada*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1988, 263 p.; Clermont Dugas, « La mesure et l'analyse des disparités canadiennes et québécoises », dans Martin Robitaille et de Marc-Urbain Proulx (dir.), *Sciences du territoire – Tome 2 : défis méthodologiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 277–297.
2. Mario Polèse, « À propos de l'extraordinaire diversité (et ouverture) des sciences régionales québécoises : origines et prospective », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4, 2012b, p. 513–531.
3. Mario Polèse, « L'autre “mystère de Québec” – Regards sur une mutation économique étonnante », *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 1, 2012a, p. 133–156; George Benko, *La science régionale*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je? », 1998, 126 p.

Examinées sous plusieurs aspects, les disparités territoriales ont intéressé moult chercheurs. En Europe, mais aussi en Amérique du Nord, elles ont surtout été observées sous l'angle de la convergence des PIB. À ce titre, rappelons les travaux de Katsarova⁴, de Dall'erba et Le Gallo⁵ et de Grasland⁶. La contribution de Fuss⁷ a également permis d'illustrer les multiples dimensions de la convergence des économies européennes. Certains auteurs ont fourni une explication intéressante de la façon dont les phénomènes de divergence et de convergence peuvent être ramenés aux paramètres structurels de l'économie et de la démographie⁸. D'autres se sont plutôt attardés à examiner l'apport des politiques de développement régional en tant qu'instrument favorisant le démarrage des régions en difficulté⁹. En Asie, l'essor des pays émergents et les conséquences qui en découlent ont entraîné une multiplication des travaux portant sur les disparités régionales¹⁰. Le cas de la Chine a particulièrement retenu l'attention de nombreux chercheurs¹¹, mais aussi celui du Brésil¹², de

4. Ivana Katsarova, *Les disparités régionales et la cohésion : quelles stratégies pour l'avenir?*, Bruxelles, Parlement européen, 2007, 130 p.
5. Sandy Dall'erba et Julie Le Gallo, « Dynamique du processus de convergence régionale en Europe », *Région et développement*, n° 21, 2005, p. 119–139.
6. Claude Grasland, « Les inégalités régionales dans une Europe élargie », dans Bernard Chavance (dir.), *Les incertitudes du grand élargissement : L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 181–214.
7. Catherine Fuss, « Mesures et test de convergence : une revue de la littérature », *Revue de l'OFCE*, n° 69, 1999, p. 221–249.
8. Mario Polèse et Richard Shearmur, « Diversity and employment growth in Canada 1971-2011: can diversification policies succeed? », *Le géographe canadien*, vol. 49, n° 33, 2005, p. 272–290; Alessandro Alasia, « Alternative measure of Territorial Disparity: An Application to Canada », communication présentée à la réunion du Groupe de travail sur les indicateurs territoriaux des Services de développement territorial de l'OCDE, 2002, 31 p. et annexes.
9. Sandy Dall'erba, Rachel Guillain et Julie Le Gallo, « Un regard sur les politiques de développement régional en Europe », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 32, n° 3, 2009, p. 465–480; Anthony Tchekemian, *Regard sur la déclinaison française du programme européen de développement rural*, communication dans le cadre du XI^e colloque de l'Association de science régionale de langue française, Bruxelles, 2 septembre 2004.
10. Stepan Jurajda et Katherine Terrell, « Regional unemployment and human capital in transition economies », *Economics of Transition*, vol. 17, n° 2, 2009, p. 241–274; Hall Hill, « Spatial Disparities in Developing East Asia : a survey », *Asian-Pacific Economic Literature*, vol. 16, n° 1, 2002, p. 10–35.
11. José Villaverde et Adolfo Maza, « Chinese per Capita Income Distribution, 1992-2007: A Regional Perspective », *Asian Economic Journal*, vol. 26, n° 4, 2012, p. 313–331; Li Jun et Dan Wenhong, « Disparité régionale de la Chine », *Les Cahiers d'outre-mer*, n° 253–254, 2011, p. 83–100; Anping Chen et Nicolaas Groenewold, « Regional Equality and National Development in China: Is There a Trade-Off? », *Growth and Change*, vol. 42, n° 4, 2011, p. 628–669.
12. Guilherme M. Resende, « Multiple dimensions of regional economic growth: The

l'Inde¹³ et du Japon¹⁴, ce dernier étant fortement concurrencé par ces nouveaux acteurs. En Amérique du Nord, les travaux de Villeneuve¹⁵ ont fait école — sans oublier ceux de Polèse et Shearmur¹⁶, de Breau et Rigby¹⁷ ou de Dugas¹⁸, autant de chercheurs qui se sont intéressés plus spécifiquement aux différences sur le plan des revenus et de l'emploi.

Conceptualisation et modélisation

Sur les plans conceptuel et opérationnel, les disparités font l'objet de nombreuses définitions et méthodes¹⁹. Si tous s'accordent pour affirmer que la notion réfère à une certaine forme d'inégalité²⁰, force est de reconnaître que l'examen de ces disparités est loin de faire l'unanimité. La définition que nous retiendrons du concept de disparité dans le cadre de cet article s'appuie sur les analyses de Mérenne-Shoumaker²¹

Brazilian case 1991–2000 », *Papers in Regional Science*, vol. 90, n° 3, 2011, p. 629–662.

13. Pratap Bithal, Harvinder Singh et Shiv Kumar, « Agriculture, economic growth and regional disparities in India », *Journal of International Development*, vol. 23, n° 1, 2011, p. 119–131.
14. Tatsuyoshi Miyakoshi et Yoshihiko Tsukuda, « Regional Disparities in Japanese Banking Performance », *Review of Urban & Regional Development Studies*, vol. 16, n° 1, 2004, p. 74–89; Servet Mutlu, « Regional Disparities, Industry and Government Policy in Japan », *Development and Change*, vol. 22, n° 3, 1991, p. 547–586.
15. Paul Villeneuve, « Disparités sociales et disparités régionales : l'exemple du Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n° 52, 1977, p. 19–32; Paul Villeneuve, « Effets d'échelle et cohésion sociale », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 47, n° 131, 2003, p. 169–176.
16. Mario Polèse et Richard Shearmur, *op. cit.*, 2005; Mario Polèse et Richard Shearmur, « Do Local Factors Explain Local Employment Growth? Evidence from Canada 1971–2011 », *Regional Studies*, vol. 41, n° 4, 2007, p. 453–471.
17. Sébastien Breau et David Rigby, « Growing unequal? Changes in the distribution of earnings across Canadian cities », *Urban Studies*, vol. 49, n° 6, 2011, p. 1377–1396; Sébastien Breau et David Rigby, « International trade and wage inequality in Canada », *Journal of Economic Geography*, vol. 10, n° 1, 2009, p. 55–86.
18. Clermont Dugas, *op.cit.*, 1994; Clermont Dugas, « Politiques de développement régional et lutte aux disparités », *L'Action nationale*, vol. 81, n° 7, 1991, p. 925–940; Clermont Dugas, « Les disparités de revenus dans l'Est-du-Québec », dans Bernard Héту (dir.), *L'Est-du-Québec – Études géographiques*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1990, p. 53–66; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.
19. Jean-Paul Meloche, « Impacts de la décentralisation fiscale et de la déconcentration sur les disparités régionales : le cas des provinces canadiennes », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 35, n° 1–3, 2012, p. 19–28.
20. André Dauphiné, « Une théorie des disparités géographiques », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 5, 1999, p. 899–914.
21. Bernadette Mérenne-Shoumaker, « Les disparités et les dynamiques territoriales – Introduction méthodologique », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n° 30, 1994, p. 5–14.

et de Dugas²². Il s'agit de la différence observée quant à l'évolution de la situation économique d'une entité territoriale entre deux intervalles de temps par rapport à une norme, cette dernière correspondant le plus souvent à la moyenne provinciale ou nationale. D'autre part, s'il y a généralement consensus entre les observateurs quant aux facteurs de disparités, ceux-ci tendent à devenir de plus en plus complexes dans le contexte de la mondialisation²³. Parmi les principales causes, mentionnons la nature et les lois de l'économie, l'organisation de la structure de peuplement, les différents modes de mise en valeur des ressources, les perceptions et les idéologies, les politiques gouvernementales, l'histoire, la culture, la capacité à innover et à s'adapter au changement, le niveau d'entrepreneuriat, l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication et divers facteurs conjoncturels²⁴.

La mesure des disparités représente un exercice complexe, qui suscite de nombreux questionnements, en raison des multiples méthodes et des diverses approches utilisées par les différents analystes. Par exemple, certains chercheurs²⁵ examinent la formation et l'évolution des disparités eu égard aux diverses caractéristiques de la structure spatiale. D'autres se tournent vers l'analyse factorielle, par composantes principales, de régression, les indices de Gini, de Krugman, de Theil ou d'entropie²⁶. D'autres encore utilisent une combinaison de ces diverses méthodes. Le géographe Clermont Dugas a bien mis en exergue la complexité méthodologique qui régit l'analyse des disparités. Ainsi, à partir d'une seule variable, en l'occurrence le revenu avant et après impôt, le chercheur a illustré différents niveaux d'inégalités économiques et ce, en considérant la même unité géographique, à savoir celle des divisions de recensement²⁷. Pour cette raison, l'auteur a conclu qu'il n'existait aucune méthode parfaite dans la façon de les mesurer et que le choix

22. Clermont Dugas, *Configuration et évolution des disparités canadiennes*, Rimouski, communication dans le cadre du colloque de l'Association de science régionale de langue française, 26 août 2008; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1994; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

23. Jean-François Royer, « Disparités territoriales : effets et causes des comportements des agents », *Économie et statistique*, n° 415-416, 2008, p. 3-16.

24. Clermont Dugas, *op. cit.*, 1994; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

25. Breau et Rigby, *op. cit.*, 2011; Polèse et Shearmur, *op. cit.*, 2007; Polèse et Shearmur, *op. cit.*, 2005; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1994; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1990; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

26. Henry-G. Overman et Diego Puga. « Unemployment Clusters across Europe's Regions and Countries », *Economic Policy*, vol. 17, n° 34, 2002, p. 117-147; Alessandro Alasia, *op. cit.*, 2002; Serge Coulombe, *Les disparités régionales au Canada : diagnostic, tendances et leçons pour la politique économique*, Ottawa, Université d'Ottawa, 1997, 30 p.

27. Clermont Dugas, *op. cit.*, 2014.

des variables comportait toujours une part d'arbitraire, observation corroborée par moult auteurs²⁸. De fait, les indicateurs utilisés dans l'examen des disparités ont une portée limitée ne permettant pas de résumer les nombreuses dimensions liées au développement territorial. En conséquence, les grilles d'analyse varient d'un chercheur à l'autre — chacun faisant sa propre lecture du phénomène²⁹. Même si les analyses multidimensionnelles (factorielle, par correspondances multiples, multivariée, etc.) permettent de saisir les structures latentes qui autorisent une lecture des disparités territoriales, leur observation sera toujours empreinte de fragilité³⁰.

Les modèles d'analyse et les manifestations des disparités ont aussi fait l'objet de contributions éclairantes³¹. Une littérature abondante existe sur les inégalités économiques entre l'Atlantique et les autres provinces du pays. À cet égard, les contributions de Desjardins³², de

-
28. Emmanuel Duguet, Antoine Goujard et Yannick L'Horty, « Les inégalités territoriales d'accès à l'emploi : une exploration à partir de sources administratives exhaustives », *Économie et statistique*, n° 415–416, 2008, p. 17–44; Ivana Katsarova, *op. cit.*, 2007.
 29. Majella Simard, « Persistance et évolution des disparités économiques au Québec : une analyse de leur dynamique au cours de la période 1991–2001 », dans Guy Massicotte (dir.), *Sciences du territoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 103–134; Majella Simard, *La fragilité de l'espace rural québécois – Le cas des petites localités du Bas-Saint-Laurent : enjeux et perspectives d'avenir*, thèse de doctorat, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2003, 964 p.; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1994; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988; Donald-J Savoie et André Raynauld, *Essais sur le développement régional*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, 242 p.
 30. Clermont Dugas, *Le problème d'utilisation de concepts liés à des interventions à composantes ou incidences territoriales*, Québec, communication dans le cadre du séminaire annuel du Centre de recherche sur le développement territorial, 23 août 2012.
 31. Michel Beine et Serge Coulombe, « Economic Integration and the Diversification of Regional Exports: Evidence from the Canadian-US. Free Trade Agreement », *Journal of Economic Geography*, vol. 7, n° 1, 2007, p. 93–111; Serge Coulombe et Jean-François Tremblay, « Migration and skills disparities across the Canadian provinces », *Regional Studies*, vol. 43, n° 1, 2009, p. 5–18; Serge Coulombe, « Globalization and Regional Disparity: A Canadian Case Study », *Regional Studies*, vol. 41, n° 1, 2007, p. 1–17; Serge Coulombe, « Internal Migration, Asymmetric Shocks, and Interprovincial Economic Adjustments in Canada », *International Regional Science Review*, vol. 29, n° 2, 2006, p. 199–223.
 32. Pierre-Marcel Desjardins, « Regional Disparities in Canada interprovincial or urban/rural? », *Région et développement*, n° 3, 2011, p. 59–80.

Forgues *et al.*³³, de Beckstead et Brown³⁴, de Savoie³⁵, de Beaudin³⁶ et de Fettene³⁷ ont permis de mettre en exergue l'existence d'inégalités qui se profilent entre les régions de ces quatre provinces en termes d'activité économique, de revenus et de groupes linguistiques. Plusieurs thèses³⁸, chapitres de livre³⁹, colloques et numéros thématiques de revues ont été consacrés à la problématique des disparités⁴⁰. Deux parties d'ouvrages récents ont aussi porté sur ce thème⁴¹. La recrudescence des études sur les disparités est telle qu'elle amène certains chercheurs à se demander si elle ne constituerait pas une nouvelle tendance dans le domaine des sciences régionales⁴². Bien que nombreux, les documents produits

33. Éric Forgues; Maurice Beaudin et Nicolas Béland, *L'évolution des disparités de revenu entre les francophones et les anglophones du Nouveau-Brunswick de 1970 à 2000*, Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 2006, 32 p.
34. Beckstead et Mark Brown, « Disparités de revenu entre les provinces dans une perspective urbaine-rurale – Étude spéciale », *L'Observateur économique canadien*, Ottawa, Statistique Canada, 2001, pagination multiple.
35. Donald J. Savoie, *Le développement économique communautaire au Canada atlantique : illusion ou panacée?* Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2000, 131 p.
36. Maurice Beaudin, *Indicateurs de disparités : phase II – Disparités infra-régionales dans l'Atlantique*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 1991, 63 p. et annexes.
37. Befekadu Fettene, « L'inégalité de la répartition du revenu dans les provinces atlantiques du Canada », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 22, n° 1-2, 1989, p. 155–175.
38. Ablajan Sulaiman, *Le développement économique régional, la politique et les disparités régionales des grands territoires : le cas du Canada et de la Chine*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2010, 378 p.; Martine Poulin, *Les composantes du développement économique visant l'emploi dans les régions moins favorisées : le cas des régions périphériques du Québec*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2008, 476 p. et annexes; Majella Simard, *op. cit.*, 2003.
39. Clermont Dugas, *op. cit.*, 2014; Majella Simard, *op. cit.*, 2008.
40. Nous voulons faire plus explicitement référence ici à l'édition 2004 du colloque de l'Association de science régionale de langue française, qui avait pour thème « Convergences et disparités régionales au sein de l'espace européen » et dont les actes ont été publiés en 2005 dans la *Revue d'économie régionale et urbaine*. Plus récemment, 15 des 50 communications présentées dans le cadre du 79^e Congrès de l'ACFAS, qui s'est déroulé à Sherbrooke en mai 2011 (section développement régional), portaient explicitement sur la problématique des disparités. Enfin, les revues *Économie et statistique* (2011), *Région et développement* (2008) et *Urbanisme* (2003) ont notamment consacré des numéros spéciaux à cette thématique.
41. Sébastien Breau (dir.), *Nouvelles perspectives en développement régional – Essais en l'honneur de Donald J. Savoie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014, 351 p.; Martin Robitaille et Marc-Urbain Proulx, *op. cit.*, 2014.
42. Sébastien Breau, « L'inégalité des revenus au Canada – Une analyse régionale », dans Sébastien Breau (dir.), *op. cit.*, 2014, p. 117.

n'ont guère épuisé le sujet, les disparités constituant un phénomène instable et multiforme qui, en raison de leur caractère évolutif, exige d'être constamment réactualisé. Enfin, au Canada, leur persistance a suscité plusieurs mesures législatives, notamment au sein de régions reconnues comme étant à problèmes, comme l'est du Québec et le Canada atlantique⁴³.

Question de recherche, méthode et structure de l'analyse

Comment les disparités économiques ont-elles évolué dans le temps et dans l'espace au sein des localités de l'Atlantique entre 1981 et 2006?⁴⁴ Telle est la question à laquelle nous tenterons de répondre dans le cadre de cet article, qui s'inscrit dans la foulée des travaux de Guilluy⁴⁵, de Beaudin⁴⁶ et de Dugas⁴⁷. Nous accorderons une attention particulière à l'échelon local, d'où l'originalité et l'aspect novateur de notre contribution, les travaux réalisés à cette échelle étant inexistant en Atlantique⁴⁸. Ce niveau géographique permettra d'obtenir une vision élargie de la formation des disparités et de leurs déterminants et de saisir avec plus de précision les différences et les principaux changements produits. Compte tenu du fait que les disparités évoluent sans cesse et qu'il n'existe pas de travaux effectués à une échelle aussi fine au Canada atlantique, il s'avérerait hasardeux de formuler une hypothèse plausible quant à leur configuration, bien qu'il soit possible de postuler qu'elles ont suivi une trajectoire s'inscrivant dans le sens de l'économie globale.

-
43. Les décennies 1960 et 1970 se sont avérées des années fastes à cet égard, la lutte contre les disparités étant l'un des principaux objectifs des gouvernements fédéral et provincial : Donald J. Savoie, *op. cit.*, 2000; Serge Coulombe, *op. cit.*, 2000.
 44. Les changements méthodologiques apportés au recensement de 2011 ne permettent plus, à l'échelle des subdivisions, la comparaison des données avec celles des éditions antérieures. En outre, plusieurs données, en particulier pour les petites entités géographiques, ne sont pas disponibles en raison de leur manque de fiabilité. C'est ce qui explique le fait que nous avons retenu 1981–2006 comme période d'analyse.
 45. Christophe Guilluy, *Atlas des fractures françaises – Les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale*, Paris, L'Harmattan, 2000, 182 p.
 46. Maurice Beaudin, *op. cit.*, 1991.
 47. Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.
 48. Hormis quelques travaux, dont ceux de Duguet *et al.* et de Dugas, les disparités analysées à un niveau géographique très fin ont peu retenu l'attention des chercheurs, notamment en raison du travail titanesque que nécessite la mise en forme des données dans le but d'assurer leur comparabilité.

Par ailleurs, nos travaux⁴⁹ et ceux d'autres chercheurs⁵⁰ ont montré que les disparités ont tendance à s'accroître au fur et à mesure que l'on affine l'échelle d'analyse, confirmant ainsi la difficulté à émettre toute forme d'hypothèse. Dès lors, il nous est apparu plus approprié, dans un contexte où l'approche de la géographie régionale n'a pas fait l'objet de travaux récents en ce domaine, d'examiner la formation et l'évolution des disparités de manière globale, en étayant notre analyse de données empiriques que nous mettrons en perspective par rapport aux diverses caractéristiques de la structure spatiale, notamment la distance par rapport à la ville calculée à partir du logiciel MapInfo.

L'examen des disparités sera complété par des éléments d'analyse basés sur des indicateurs tels que le revenu, le nombre d'emplois, le taux d'activité et la proportion des transferts gouvernementaux. Le revenu apparaît comme un indicateur de premier plan par tout ce qu'il reflète en termes d'emploi, de structure occupationnelle, de niveau de vie et de pouvoir d'achat. Considérée en fonction du revenu moyen de la province, cette variable, l'une des seules à faire l'objet d'un consensus quasi complet chez les différents analystes⁵¹, peut traduire différentes catégories de malaises, en fonction notamment du coût de la vie et de la nature des services disponibles. Par conséquent, elle permet de synthétiser diverses réalités socioéconomiques, en plus d'influencer de multiples composantes de la qualité de vie, telles que le dynamisme de l'habitat, les niveaux de relations, les comportements et les statuts sociaux⁵². De son côté, l'évolution du nombre d'emplois, conjuguée aux changements démographiques, permet de refléter le dynamisme ou à l'inverse, la fragilité du marché du travail d'un territoire⁵³. Il en est de même pour le taux d'activité qui, malgré ses faiblesses, représente un bon baromètre de l'activité économique. Parce qu'ils constituent un signe récurrent de dépendance et maintiennent généralement dans un état de précarité les populations qui en bénéficient, les revenus de transfert donnent une image fidèle de la précarité économique. En outre, ils témoignent de différences dans la structure d'emplois des milieux à faible densité humaine. Enfin, de manière ponctuelle, des indicateurs tels que la taille démographique des localités, l'évolution de la population entre 1981 et 2006, le taux de

49. Majella Simard, « La géographie du vieillissement en Atlantique : une analyse sous l'angle des disparités territoriales au cours de la période 1981–2006 », *Revue canadienne du vieillissement*, vol. 30, n° 4, 2010, p. 563–576; Majella Simard, *op. cit.*, 2008; Majella Simard, *op. cit.*, 2003.

50. Emmanuel Duguet *et al.*, *op. cit.*, 2008; Mario Polèse et Richard Shearmur, *op. cit.*, 2007; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

51. Jean-Paul Meloche, *op. cit.*, 2012.

52. Clermont Dugas, *op. cit.*, 1990.

53. Pierre-Marcel Desjardins, *op. cit.*, 2011.

chômage et la composition de la structure occupationnelle permettront d'apporter des éléments d'explication complémentaires à notre analyse, de façon à mettre en évidence certaines spécificités locales et régionales.

Les données utilisées proviennent des recensements de 1981 et de 2006 de Statistique Canada. Elles peuvent être comparées en fonction d'unités géographiques et de variables dont la définition est demeurée constante au cours de ces 25 années. Par conséquent, elles permettent d'effectuer des comparaisons sur le territoire à l'étude et ce, pour les deux années de recensement retenues, et de refléter des tendances à long terme. Ces données ont été traitées à partir des logiciels Excel et MapInfo. Bien qu'elle soit imparfaite, nous avons dû procéder à une reconfiguration de certaines municipalités afin d'assurer leur comparabilité⁵⁴. Cette opération a produit un total de 752 entités territoriales, soit 137 villes et 615 municipalités rurales. Celles-ci sont définies comme étant des unités géographiques dont la population est inférieure à 2500 habitants. Le tableau 1 illustre la stratification démographique pour toutes les localités de l'Atlantique en 2006.

54. Nous avons regroupé les localités qui ont fait l'objet de fusions, ainsi que celles dont une ou plusieurs parties du territoire ont été retranchées. Au total, 10 localités (division n° 5, Subd. C, Rocky Point 3, Yarmouth 33, Bear River [Part] 6, Cambridge 32, Glooscap 35, Cole Harbour 30, Fort Folly 1, St. Basile 10, Pabineau 11) ont été supprimées, car il n'a pas été possible de reconfigurer leur territoire de façon identique pour les deux années à l'étude. Les cinq localités de la division n° 11 (Rigolet, Postville, Makkovik, Hopedale et Nain) que l'on retrouve à Terre-Neuve en 2006 ont été intégrées à la division n° 10, à l'intérieur de laquelle elles étaient comprises en 1981.

Tableau 1 – Stratification démographique des localités dans la région Atlantique en 2006

	0–499 hab.	50–999 hab.	1000–1499 hab.	1500–1999 hab.	2000–2499 hab.	Milieu rural	Milieu urbain	TOTAL
Nouveau-Brunswick								
n	37	65	47	29	20	198	46	244
%	18,7	32,8	23,7	14,6	10,2	81,1	18,9	100,0
Nouvelle-Écosse								
n	5	9	5	3	3	25	56	81
%	20,0	36,0	20,0	12,0	12,0	30,9	69,1	100,0
Île du Prince-Édouard								
n	33	37	9	4	1	84	3	87
%	39,3	44,0	10,7	4,8	1,2	96,6	3,4	100,0
Terre-Neuve-et-Labrador								
n	173	90	22	11	12	308	32	340
%	56,2	29,2	7,1	3,6	3,9	90,6	9,4	100,0
Provinces atlantiques								
n	248	201	83	47	36	615	137	752
%	40,3	32,7	13,5	7,6	5,9	81,8	18,2	100,0

Source : Statistique Canada, recensement de 2006.

Notre démarche comportera trois étapes. Dans un premier temps, nous ferons brièvement état de l'évolution des disparités entre le Canada et l'Atlantique d'une part, ainsi qu'entre les quatre provinces atlantiques de l'autre. Par la suite, nous décrirons, pour chacune des variables retenues, les principaux changements survenus au cours de la période 1981–2006. Enfin, nous procéderons à une analyse comparative de l'évolution des disparités, en confectionnant un indice composite.

1. Principaux changements observés entre 1981 et 2006

1.1 Disparités interprovinciales

Le tableau 2 illustre une amélioration de la situation socioéconomique de l'Atlantique au cours de la période 1981–2006. Ainsi, le taux d'activité est passé de 55,3 p. 100 en 1981 à 60,5 p. 100 en 2006, alors que le revenu moyen des familles a plus que doublé. La croissance du taux d'activité a même été supérieure à celle du Canada. Néanmoins, par comparaison avec l'ensemble du pays, la participation au marché du travail est moindre dans la région de l'Atlantique et ce, tant pour 1981 que pour 2006. Le travail saisonnier qu'engendre la mise en valeur des ressources naturelles explique en grande partie cette situation.

Tableau 2 – Principales caractéristiques économiques des provinces atlantiques entre 1981 et 2006

Variables / Entités géographiques	Î.-P.-É.	N.-B.	N.-É.	T.-N.-L.	Atlantique	CANADA
Taux d'activité (1981)	60,7	54,3	53,6	52,4	55,3	65,0
Taux d'activité (2006)	69,4	60,7	58,7	53,3	60,5	66,8
Évolution du taux d'activité (1981-2006)	8,7	6,4	5,1	0,9	5,2	1,8
Taux de chômage (1981)	7,4	8,1	6,2	11,8	8,4	7,6
Taux de chômage (2006)	13,3	13,9	13,1	29,7	17,5	6,6
Évolution du taux de chômage (1981–2006)	5,9	5,8	6,9	17,9	9,1	-1,0
Nombre d'emplois (1981)	56 405	297 705	378 280	222 155	954 545	11 877 035
Nombre d'emplois (2006)	74 490	377 220	468 515	241 105	1 161 330	16 861 185
Évolution (en %) du nombre d'emplois (1981–2006)	32,1	26,7	23,8	8,5	21,7	42,0
Revenu moyen des familles (1981)	16 269 \$	18 628 \$	19 056 \$	18 210 \$	18 230 \$	26 748 \$
% du revenu moyen des familles par rapport à la moyenne canadienne (1981)	60,8	69,6	71,2	68,1	68,2	-
Revenu moyen des familles (2006)	60 397 \$	55 959 \$	56 555 \$	52 362 \$	55 248 \$	82 325 \$
% du revenu moyen des familles par rapport à la moyenne canadienne (2006)	73,4	68,0	68,7	63,6	67,1	-
Évolution (en %) du revenu moyen des familles (1981–2006)	271,2	200,4	196,8	187,5	203,1	207,8
Évolution (en %) du revenu moyen des familles par rapport à celui du Canada (1981–2006)	12,6	-1,6	-2,5	-4,5	-1,1	-
% des transferts gouvernementaux par rapport au revenu total (1981)	24,8	24,6	22,5	27,5	25,5	8,8
% des transferts gouvernementaux par rapport au revenu total (2006)	21,2	19,9	19,2	30,6	24,2	11,1
Évolution du % des transferts gouvernementaux par rapport au revenu total (1981–2006)	-3,6	-4,7	-3,3	3,1	-1,3	2,3

Source: Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

Ce même tableau montre que l'Atlantique accuse des différences quant à l'évolution du nombre d'emplois par rapport à la situation

canadienne. Ces difficultés se manifestent dans une hausse de 9,1 points du taux de chômage, alors que, à l'inverse, le Canada enregistrait une baisse de 1 p. 100. On remarque aussi, pour ce dernier indicateur, que l'écart qui sépare les provinces atlantiques du Canada s'est accentué entre 1981 et 2006. Le secteur primaire et la transformation des ressources maritimes et forestières ont connu de profonds bouleversements durant cette période. La hausse de la productivité associée à divers facteurs conjoncturels a mis à mal plusieurs régions rurales de l'Atlantique, dont l'économie peine à se diversifier. L'augmentation du taux d'activité (attribuable à l'accroissement de la population active, qui inclut à la fois les chômeurs et les personnes ayant un emploi), conjuguée à celle du taux de chômage, laisse à penser que des individus qui étaient hors de la population active en 1981 s'étaient intégrés au marché du travail en 2006 par le biais d'emplois précaires associés à des périodes fréquentes de chômage.

L'un des autres signes de l'amélioration de la santé économique des provinces atlantiques est la diminution de la part du revenu total provenant des transferts gouvernementaux. Cette évolution négative s'inscrit en porte-à-faux par rapport à la situation canadienne, qui a connu une hausse de 2,3 points. Par ailleurs, pour les motifs évoqués précédemment, les paiements de transfert restent particulièrement élevés pour l'Atlantique, à un niveau représentant plus du double de la moyenne nationale.

L'évolution de la situation socioéconomique de l'Atlantique gomme, par ailleurs, des écarts considérables entre les diverses provinces. De fait, le tableau 2 met en évidence les problèmes économiques auxquels la province de Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.) est confrontée⁵⁵. Par exemple, il s'agit de la seule province de l'Atlantique où la proportion des transferts gouvernementaux a augmenté entre 1981 et 2006. La fin des activités de plusieurs mines, la crise du bois d'œuvre et l'imposition d'un moratoire sur la pêche à la morue sont autant de facteurs responsables de cette situation. À l'opposé, l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) se démarque sur le plan de l'emploi et du revenu moyen des familles, ces deux indicateurs ayant connu une augmentation substantielle au cours de la même période. Tout porte à croire que les nombreux efforts consentis entre 1990 et 2000 dans le but de diversifier son économie (consolidation de l'offre touristique, développement de techniques d'aquaculture adaptées aux eaux locales, conception de logiciels de téléconférence,

55. L'industrie pétrolière a permis de relancer l'économie de plusieurs localités côtières au sein de cette province à compter de 2008, si bien que cette dernière n'est plus admissible au système canadien de péréquation. Par conséquent, les données du tableau 2, qui couvrent la période 1981–2006, ne permettent pas d'illustrer cette embellie.

réalisation d'installations pour l'entretien des avions de ligne, etc.) ont porté leurs fruits. De façon générale, la Nouvelle-Écosse (N.-É.), qui bénéficie d'une armature urbaine plus robuste en comparaison à celle de ses trois homologues, fait bonne figure en ce qui concerne l'emploi, alors que le Nouveau-Brunswick (N.-B.) se classe le plus souvent en troisième place, en raison des disparités persistantes que l'on observe entre le nord et le sud de la province.

Si le pourcentage de variation du revenu moyen des familles (203,1 p. 100) se rapproche sensiblement de la moyenne canadienne (207,8 p. 100), c'est en raison de la forte croissance qu'a connue l'Î.-P.-É. (271,2 p. 100). De fait, le N.-B., la N.-É. et T.-N.-L. ont affiché, eu égard à cet indicateur, une évolution inférieure à celle du Canada. Pire encore, à l'exception de l'Î.-P.-É., toutes les provinces de l'Atlantique se sont caractérisées par une détérioration de leur situation si l'on compare le pourcentage de variation de leur revenu moyen à la moyenne nationale entre 1981 et 2006.

Bien que trois provinces sur quatre se soient distinguées par une diminution de la part de leur revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux, ceux-ci composent toujours une forte proportion du revenu total, cette dernière s'établissant à 24,2 p. 100 en 2006 contre 25,5 p. 100 en 1981. À T.-N.-L., c'est plus de 30 p. 100 des familles qui tiraient leur revenu de paiements de transfert en 2006. Il s'agit d'une tendance lourde, qui particularise les provinces atlantiques depuis plusieurs années. Par ailleurs, quand on fait des comparaisons avec le scénario qui prévalait en 1981, les écarts restent importants entre les quatre provinces, ce qui témoigne de différences majeures dans la composition de leur économie.

1.2 Disparités locales et structure démographique

Le taux d'activité obéit à l'effet de la taille démographique, comme l'indique le tableau 3. De fait, cet indicateur a tendance à diminuer au fur et à mesure que la population décroît et ce, tant pour 1981 que pour 2006. Si de nombreuses localités peu peuplées adhèrent toujours au modèle patriarcal traditionnel, force est d'admettre qu'une telle évolution témoigne aussi du rôle exercé par la taille démographique et les économies d'agglomération dans la structure des disparités. Bien que le taux d'activité varie d'une catégorie de milieux à l'autre, les fluctuations sont plus évidentes entre les subdivisions de recensement et leur évolution dans le temps. À première vue, les changements observés au cours de la période 1981–2006 font apparaître des trajectoires surprenantes. Signe que la dichotomie centre-périphérie n'explique pas tout, nous constatons, à la lecture de la figure 1, que ce sont les milieux ruraux qui ont été les

plus avantageés par l'évolution de leur taux d'activité et ce, pour les quatre provinces de l'Atlantique. À l'Î.-P.-É. et en N.-É., les municipalités de moins de 500 habitants se démarquent, celles-ci ayant connu les augmentations les plus significatives. À T.-N.-L., les villes affichent même une évolution légèrement négative. Néanmoins, parmi les 80 subdivisions qui occupent le peloton de queue, 58 correspondent à de petites localités⁵⁶.

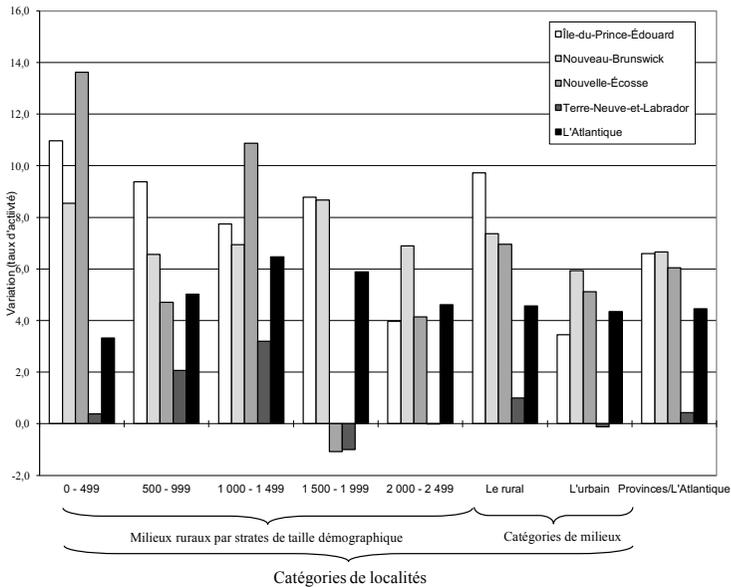
Tableau 3 – Taux d'activité, de chômage, revenu moyen des familles et pourcentage du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux par strates de tailles démographiques et catégories de milieu en Atlantique en 1981 et 2006

Taille démographique / Catégories de milieux	Taux d'activité		Taux de chômage		Revenu familial moyen		% du revenu provenant de transferts gouvernementaux	
	1981	2006	1981	2006	1981	2006	1981	2006
Localités de 0 à 499 habitants	51,8	55,1	10,7	27,6	16 515 \$	52 349 \$	28,3	29,4
Localités de 500 à 999 habitants	53,3	58,3	9,8	21,1	17 302 \$	53 815 \$	27,0	26,1
Localités de 1000 à 1499 habitants	53,1	59,6	8,6	16,7	18 390 \$	54 786 \$	26,0	22,7
Localités de 1500 à 1999 habitants	54,1	60,0	9,9	17,4	18 109 \$	55 780 \$	26,0	22,1
Localités de 2000 à 2499 habitants	53,7	58,3	10,2	18,2	18 791 \$	54 058 \$	26,8	24,8
Milieu rural	52,7	57,3	9,9	22,6	17 552 \$	53 761 \$	27,1	26,0
Milieu urbain	57,2	61,6	7,8	12,8	20 683 \$	61 639 \$	19,8	17,7
Atlantique	55,3	60,5	8,4	17,5	18 230 \$	55 248 \$	25,5	24,2

Source : Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

56. Nous entendons, par cette expression, des subdivisions de recensement dont la population est inférieure à 500 habitants.

Figure 1 – Évolution du taux d'activité par catégories de milieux au sein des provinces atlantiques entre 1981 et 2006

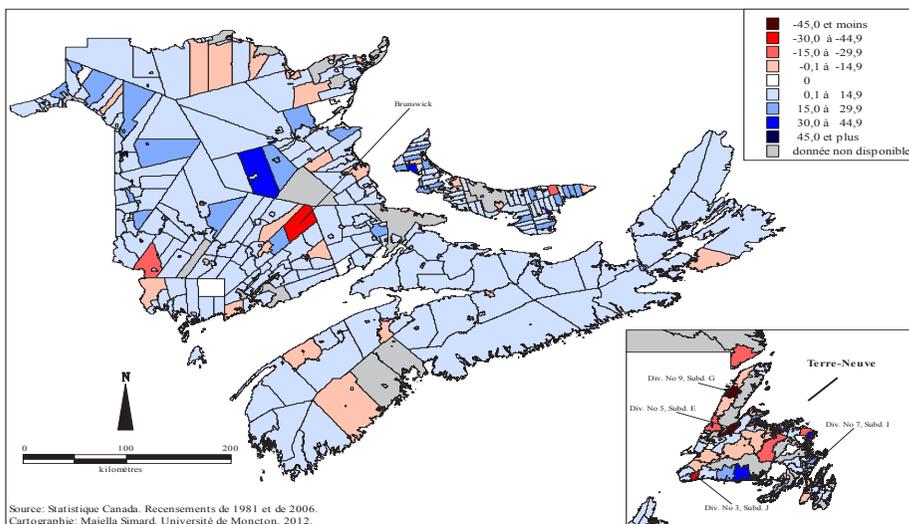


Source : Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

Au total, on dénombre 211 subdivisions dont le taux d'activité a évolué de façon négative au cours de la période 1981–2006, ce qui représente 28 p. 100 de l'assiette municipale de l'Atlantique. Une forte concentration de ces milieux se retrouve à T.-N.-L. En fait, 42 p. 100 des localités de cette province ont enregistré une évolution négative de cet indicateur. Les causes attribuables à cette situation y sont les mêmes depuis plusieurs années, ce qui entérine l'aspect structurel de leurs difficultés. Celles-ci s'expliquent par une situation géographique excentrique et les désavantages comparatifs qui en résultent, ainsi que par des facteurs sociohistoriques, dont une économie tributaire de la mise en valeur des ressources. À l'Î.-P.-É. et en N.-É., 14 municipalités ont encaissé une diminution de leur taux d'activité, contre 39 pour le N.-B. Plus des deux tiers de ces milieux à problèmes ont moins de 1000 habitants. Quant aux villes, au nombre de 31, elles représentent moins de 15 p. 100 des localités concernées. Plus de la moitié se retrouve à T.-N.-L. En observant de plus près les cas extrêmes, nous constatons que le taux d'activité a régressé de 45 points ou plus au sein de cinq localités. Nous les avons

identifiées par leur toponyme à la figure 2. Leur taille moyenne n'est que de 187 personnes. Le secteur tertiaire n'y représente que 30 p. 100 de leur structure occupationnelle. Ces municipalités se situent généralement loin des villes, leur distance moyenne s'établissant à 62,9 km.

Figure 2 – Évolution du taux d'activité au sein des localités de l'Atlantique entre 1981 et 2006



1.3 Le nombre d'emplois

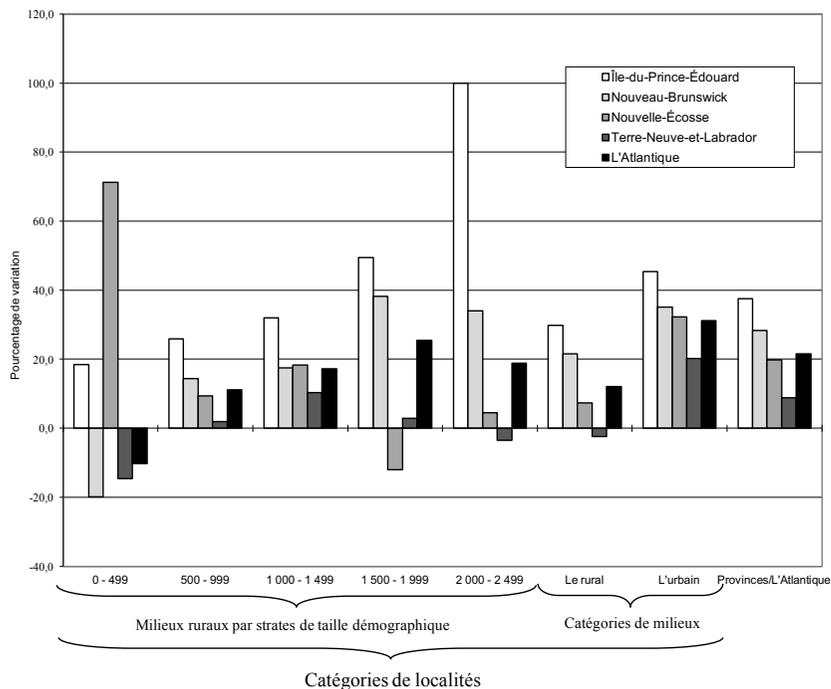
L'emploi a évolué de façon positive dans la plupart des localités (490) de l'Atlantique entre 1981 et 2006. Le fait que le nombre d'emplois a augmenté plus rapidement que la population dans 373 de ces 490 entités illustre une amélioration du marché du travail au sein de ces milieux qui, par ailleurs, sont majoritairement constitués de villes. Néanmoins, cette évolution a été nulle dans 15 subdivisions, alors que 247 ont enregistré des pertes. Comme l'indique la figure 3, la croissance de l'emploi s'est surtout manifestée au sein des villes, grâce aux effets d'agglomération favorables et aux économies d'échelle. Longeant les principales artères de communication, un chapelet de municipalités situées au sud-est du N.-B. ainsi qu'à l'ouest et à l'est de la N.-É. forme un vaste corridor de prospérité. Celui-ci dispose d'une solide armature urbaine, dont les effets de polarisation ont des répercussions positives sur l'économie de nombreuses localités, bien que certains segments de ce même corridor subissent également la présence de fortes disparités. Pareille situation

vient confirmer les observations de Polèse et de Shearmur⁵⁷, selon lesquelles la proximité d'une économie diversifiée représente un facteur de croissance. En dépit de la faiblesse du système urbain de la province, les villes de l'Î.-P.-É. ont été avantagées par cette évolution, mais aussi plusieurs milieux ruraux. Les performances de nombreuses localités insulaires font entrevoir qu'elles profitent aussi de ce corridor, les effets de migrations intervenant comme élément de compensation naturelle des disparités⁵⁸. Par ailleurs, les petites localités, particulièrement celles du N.-B. et de T.-N.-L., sont demeurées à l'écart de cette embellie. Ce groupe a encaissé des pertes de l'ordre de 19,9 p. 100 dans le premier cas et de 14,7 p. 100 dans le second. En fait, c'est plus de la moitié des entités comprises dans cette catégorie qui ont été touchées par des suppressions d'emplois. Les pertes ont été supérieures à 50 p. 100 dans 36 de ces milieux. T.-N.-L. est la province qui a été la plus affectée. En N.-É., c'est plutôt la strate de municipalités dont la taille varie entre 1500 et 1999 habitants qui a tiré de l'arrière.

57. Mario Polèse et Richard Shearmur, *op. cit.*, 2005.

58. Mario Polèse *et al.*, *La périphérie face à l'économie du savoir – La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Québec, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2002, 233 p.; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

Figure 3 – Évolution du nombre d'emplois (en pourcentage) par strates de taille démographique et catégories de milieux au sein des provinces atlantiques entre 1981 et 2006



Source : Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

La ventilation des données sur l'emploi en fonction de la composition de la structure occupationnelle atteste que les mutations profondes, qui ont affecté la mise en valeur des ressources durant les années 1970, ont continué à se manifester au cours de la période 1981–2006. Ces mutations ne sont pas propres à l'Atlantique⁵⁹. Néanmoins, elles se manifestent sensiblement de la même manière avec, par ailleurs, des rythmes évolutifs différents d'un endroit à l'autre. La diminution de l'emploi au sein du secteur primaire a été le lot de 383 municipalités. Aucun changement n'a été observé dans 46 subdivisions, alors que 323 se sont caractérisées par une augmentation. En ce qui a trait aux pertes, trois villes minières arrivent en tête du peloton de queue. Il s'agit de Cap-Breton (-3215 emplois), de Labrador City (-1095 emplois) et de Bathurst (-410 emplois). Les principales

59. Ralph Mathews et Young Nathan, « Resources economics and neoliberal experimentation: The reform of industry and community in rural British Columbia », *Journal of the Royal Geographical Society*, vol. 4, n° 2, 2007, p. 176–185.

causes attribuables à ces diminutions relèvent de l'épuisement de la ressource, de la concurrence étrangère, de l'évolution technologique et des fluctuations de l'économie mondiale. Quelque 42 municipalités se sont caractérisées par la disparition complète d'activités liées à la mise en valeur des ressources. Trente d'entre elles correspondent à des petites municipalités. Par ailleurs, l'emploi du secteur primaire a augmenté plus rapidement dans les petites villes et les régions rurales à proximité des marchés urbains que dans celles qui en sont éloignées.

Bien que considérables, les changements survenus au sein du secteur secondaire ont été moins brutaux que ceux observés dans l'exploitation des ressources. Il n'en reste pas moins que 329 localités ont essuyé des pertes. Des gains ont été enregistrés dans 390 entités, alors que 33 n'ont subi aucune modification. Les diminutions les plus importantes ont été observées au Cap-Breton (-5045 emplois) ainsi qu'à St. John's (-3870 emplois). Dans ces endroits, le secteur secondaire a fait l'objet de profondes restructurations. Au Cap-Breton, c'est le cas en particulier des entreprises œuvrant dans les secteurs de la foresterie et de l'automobile. En ce qui concerne St. John's, le fléchissement de l'emploi est surtout imputable au ralentissement de l'industrie manufacturière et, dans une moindre mesure, de celle de la construction. Parmi les 45 subdivisions où les pertes ont été supérieures à 200 emplois, 11 correspondent à des milieux ruraux. On dénombre 33 municipalités, dont 26 se situent à T.-N.-L., où la transformation des ressources ne procure plus aucun emploi. Ce dernier cas est le fait exclusif du monde rural. En fait, la croissance de l'emploi au sein du secteur secondaire est surtout imputable aux villes. En valeur absolue, les 30 premières positions sont détenues exclusivement par des milieux urbains avec, en tête de liste, Halifax (+3715 emplois). S'y retrouvent aussi quelques villes moyennes, confortant les observations de Polèse⁶⁰, selon lesquelles la croissance peut aussi être le fait des territoires non métropolitains, en raison du déplacement progressif d'activités vers des villes plus petites et donc sensibles aux coûts immobiliers et salariaux.

Mais la création d'emplois a surtout concerné le secteur tertiaire au cours de la période 1981–2006 — situation qu'observent également Coffey *et al.*⁶¹ dans le cadre de leurs travaux. Quelque 558 localités ont affiché des hausses. Certains milieux, au nombre de 176, ont connu la trajectoire

60. Mario Polèse, *op. cit.*, 2012; Mario Polèse, « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise : cinq tendances », *Recherches sociographiques*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 11–40.

61. William J. Coffey, Claude Manzagol et Richard Shearmur, « L'évolution spatiale de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal 1981–1996 », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 44, n° 123, 2000, p. 325–339.

inverse, alors que 18 subdivisions sont demeurées stables. Loi du nombre oblige, ce sont les villes les plus peuplées qui, en valeur absolue, ont enregistré les plus fortes augmentations. Halifax (+63 230 emplois) se situe au sommet de l'échelle, suivie de St. John's (+12 755 emplois) et de Moncton (+9965 emplois). Ces pôles captent les flux les plus importants dans la région Atlantique. En valeur relative, les hausses les plus considérables s'observent en milieu rural. Cinq localités terre-neuviennes occupent le peloton de tête. Plusieurs possèdent une importante vocation touristique. Enfin, les subdivisions en perte de vitesse correspondent essentiellement à des petites localités, dont bon nombre sont en voie de déstructuration⁶².

1.4 Niveau et composition du revenu⁶³

Les inégalités face à l'emploi ont des répercussions sur les disparités dans les revenus. Nous constatons, tant pour 1981 que pour 2006, l'existence d'une relation entre la taille démographique des localités et les revenus, les plus élevés se retrouvant au sein des milieux les plus peuplés (voir le tableau 3). Pareille constatation confirme les conclusions d'autres travaux⁶⁴. Mais surtout, cet effet de taille sanctionne les problèmes qui affectent tout un pan du monde rural. Bien que chacune des strates comporte au moins une localité dont le revenu est supérieur à la moyenne provinciale, ces chiffres indiquent que les petites localités courent plus de risques de disposer d'un faible revenu que celles dont la population est plus nombreuse. En fait, les revenus plus faibles observés au sein des petites villes et des milieux ruraux ne tiennent pas tant à la rémunération moins élevée des travailleurs à ces endroits, mais plutôt à une faible proportion de personnes occupées en raison de facteurs démographiques ou liés au marché du travail⁶⁵.

Nous observons, à la figure 4, que le revenu moyen des familles habitant en milieu urbain a, dans le cas de l'Î.-P.-É., évolué à contre-courant de celui de la province⁶⁶ et des milieux ruraux — constatation qui se dégage

62. Majella Simard, *op. cit.*, 2008; Majella Simard, *op. cit.*, 2003.

63. Pour des raisons de confidentialité, Statistique Canada ne fournit pas les données relatives au revenu pour les subdivisions dont la population est inférieure à 250 habitants. Par conséquent, nous avons dû faire passer de 752 à 605 le nombre de localités à l'étude pour les sections se rapportant au revenu, ainsi qu'à celles concernant la confection de l'indice composite.

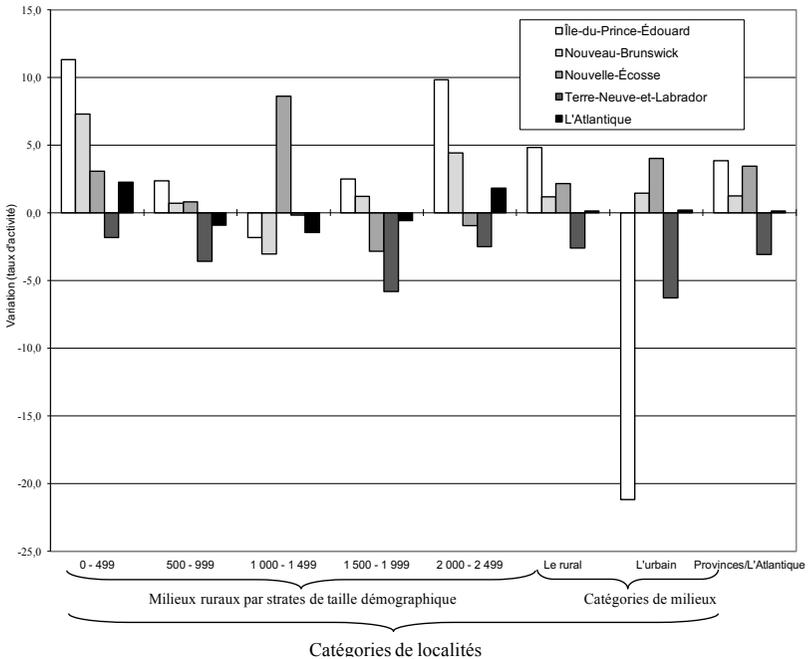
64. Mario Polèse *et al.*, *op. cit.*, 2002; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1990; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988; Conseil économique du Canada, *Vivre ensemble*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1977, 269 p.

65. Beckstead et Mark Brown, *op. cit.*, 2001.

66. Il nous a semblé plus opportun de calculer le revenu moyen par rapport à celui de la province (et non de la région Atlantique dans son ensemble), dans le but de

également d'une analyse récente effectuée par Breau⁶⁷. À T.-N.-L., toutes les catégories de localités ont tiré de l'arrière, alors qu'au N.-B., ce sont les municipalités dont la population varie entre 1000 et 1999 habitants, qui ont connu une situation similaire, les autres strates démographiques ayant enregistré une évolution positive. À ce sujet, la « proue » des petites localités est à souligner. Cependant, les écarts de revenu y sont plus importants que dans les entités à forte concentration humaine. En N.-É., les villes ont obtenu de meilleurs résultats que les milieux ruraux. Cette situation est imputable au fait que les emplois mieux rémunérés se retrouvent généralement en milieu urbain, ces derniers disposant de niveaux de productivité plus élevés⁶⁸.

Figure 4 – Évolution du pourcentage du revenu moyen des familles par rapport à la province par strates démographiques et catégories de milieux au sein des provinces atlantiques entre 1981 et 2006



Source : Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

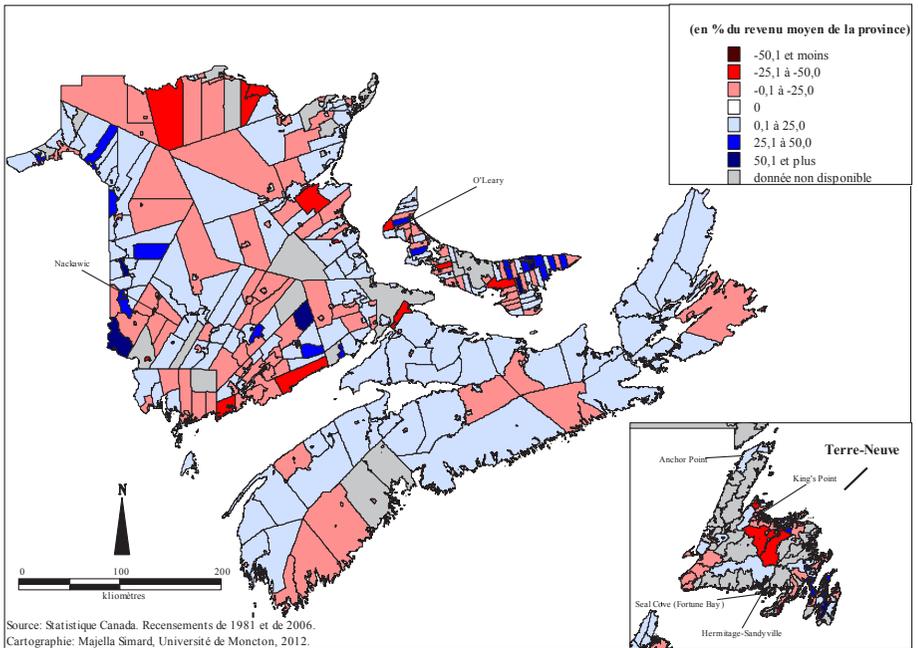
mieux illustrer la diversité des situations provinciales, ce qu'une analyse effectuée à l'échelle de la région Atlantique pourrait masquer.

67. Sébastien Breau (dir.), *op. cit.*, 2014, p. 101.

68. Mario Polèse *et al.*, *op. cit.*, 2002.

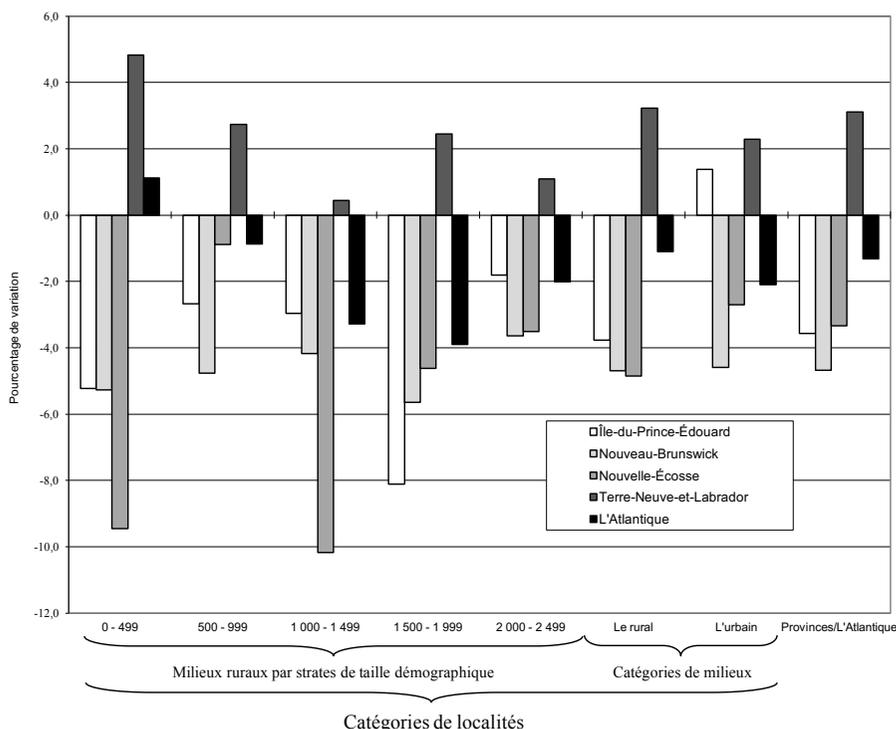
Comme l'indique la figure 5, le revenu moyen des familles a été inférieur à celui de leur province respective dans 315 localités entre 1981 et 2006. À cet égard, le cas du N.-B. est particulier. Nous remarquons la formation de blocs contigus de milieux à problèmes au nord de la province, ainsi qu'au pourtour de la péninsule acadienne. La prospérité du sud contribue à couper la province en deux. En N.-É., la situation semble plus homogène. Les subdivisions qui se sont caractérisées par une dégradation de leur revenu par rapport à celui de la province se situent aux extrémités de la province. Avec 16 localités dans cette situation, le comté de Prince, à l'Î.-P.-É., semble particulièrement affecté, alors qu'à T.-N.-L. ce sont toutes les divisions qui comportent un nombre important de milieux à la traîne, avec une tendance à la concentration au sein de la première. L'évolution du revenu moyen des familles entre 1981 et 2006 a été inférieure à l'évolution du revenu de la province dans 24 des 78 localités faisant partie de cette division. Le poisson, les mines et l'exploitation du gaz naturel y constituent le moteur de l'activité économique. Or ces secteurs sont sensibles à l'évolution de la conjoncture. En outre, ils se soldent par une forte saisonnalité des emplois, ce qui a une influence négative sur l'évolution des niveaux de revenus locaux. Nous avons identifié par leur toponyme les six localités dont l'évolution du revenu moyen des familles par rapport à celui de la province a été inférieure à -50,1 p. 100. En l'espace de 25 ans, elles ont perdu 155 emplois, faisant décroître leur taux d'activité de 5,3 points. Leurs problèmes économiques ont eu des répercussions négatives sur leur démographie, leur population ayant diminué de 20,9 p. 100 au cours de la même période.

Figure 5 – Évolution du revenu moyen des familles par rapport à celui de leur province respective au sein des localités de l'Atlantique entre 1981 et 2006



En 2006, les transferts gouvernementaux représentaient 26 p. 100 du revenu total au sein des milieux ruraux (voir tableau 3), ce qui est nettement supérieur à ce que nous pouvions observer en ville (17,7 p. 100). Toutes les catégories de milieux ont vu leur dépendance à l'égard des paiements de transfert se réduire, à l'exception des villes de l'Î.-P.-É., qui ont accusé une légère augmentation de l'ordre de 1,4 point, mais aussi de T.-N.-L., qui est restée à l'écart de cette tendance générale (cf. figure 6).

Figure 6 – Évolution de la part du revenu provenant de transferts gouvernementaux par strates démographiques et catégories de milieux au sein des provinces atlantiques entre 1981 et 2006

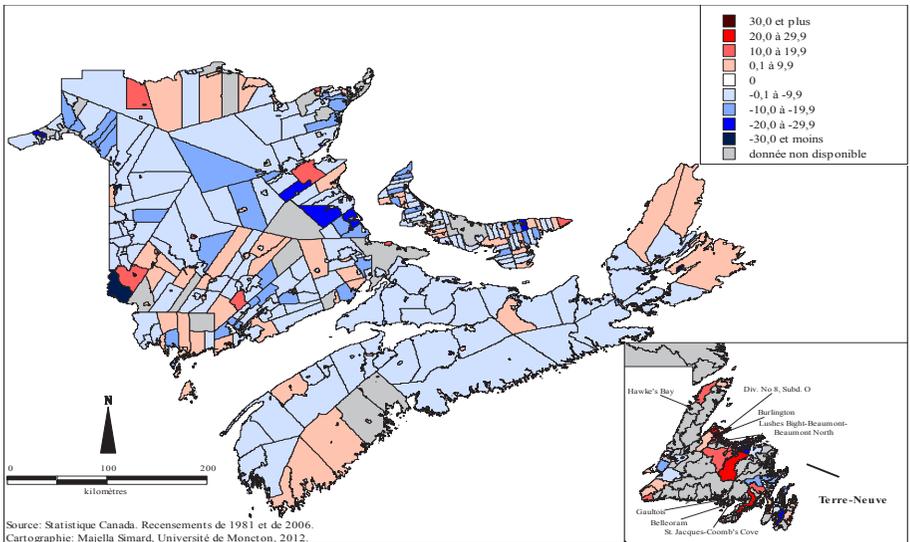


Source : Statistique Canada, recensements de 1981 et de 2006.

Alors que la proportion du revenu perçu sous la forme de transferts représentait 45 p. 100 ou plus du revenu total de 43 subdivisions en 1981, celles-ci n'étaient plus que 24 en 2006. Par ailleurs, un bloc de six localités se retrouvait à la fois dans la liste de 1981 et dans celle de 2006, ce qui confirme le caractère structurel de leur malaise. Cinq de ces localités se situent à T.-N.-L. Leur petite taille démographique et l'économie gravitant autour de la pêche constituent leurs principaux traits communs. On dénombre 379 municipalités, soit 62,6 p. 100 du total, qui ont réduit leur dépendance à l'égard des transferts gouvernementaux entre 1981 et 2006. A contrario, 220 ont connu une augmentation de cette dépendance, alors que six localités n'ont subi aucun changement. Ces diverses formes d'évolution sont illustrées à la figure 7. Les subdivisions qui ont amélioré leur situation ont accusé une augmentation de 9,7 p. 100 de leur population entre 1981 et 2006. Elles correspondent à des milieux ruraux. La forte

création d'emplois est en partie responsable de leur amélioration. Il s'en est suivi une hausse de 7,3 points de leur taux d'activité. Leur revenu familial moyen, qui s'établissait à 56 840 dollars en 2006, dépasse très légèrement celui de leur province.

Figure 7 – Évolution du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux au sein des localités de l'Atlantique entre 1981 et 2006



Quant aux milieux qui ont connu une accentuation de leur dépendance, ils présentent un profil socioéconomique différent de ceux qui s'en sont soustraits. D'abord, contrairement aux premiers, ils sont enclins au dépeuplement. Ils ont ainsi perdu 42 963 personnes entre 1981 et 2006, ce qui représente une diminution de 5,7 p. 100. Ensuite, leur taille démographique moyenne (2835 habitants) est nettement inférieure à celle des premiers, qui, elle, se chiffre à 3791. Bien que les localités qui en font partie relèvent essentiellement du monde rural, on y retrouve aussi 46 villes. Néanmoins, les augmentations les plus fortes s'observent en milieu rural, les 55 premières positions étant exclusivement détenues par des localités de cette catégorie. L'emploi a reculé dans 126 de ces 220 localités, dont plusieurs ont une économie tournée vers l'exploitation des ressources. Leur dépendance à l'égard des transferts gouvernementaux engendre un revenu qui correspondait à 97,7 p. 100 de celui de leur province en 2006, contre 106,7 p. 100 25 ans plus tôt. Inférieure à la moyenne provinciale, l'évolution de leur revenu familial moyen est un signe manifeste de leur appauvrissement.

2. Indice composite de l'évolution des disparités économiques au cours de la période 1981–2006

L'examen d'indicateurs pris individuellement permet d'obtenir une vision fragmentaire de la formation des disparités. Dès lors, il convient de combiner plusieurs variables afin d'aboutir à une meilleure représentation des situations locales. Afin de bien mettre en évidence les divers changements survenus entre 1981 et 2006, nous avons élaboré un indice composite. Cette dernière méthode a été utilisée par de nombreux chercheurs pour évaluer le niveau de développement des municipalités⁶⁹. À cet égard, mentionnons les travaux de Fortin⁷⁰, qui ont permis de faire la distinction entre municipalités prospères, moyennes et pauvres. Des chercheurs⁷¹ et des cabinets de consultants⁷² ont élaboré des indices de marginalité économique pour la région de l'est du Québec. La méthode des indices a été utilisée par Épenda et Simard⁷³ dans le cadre de leurs thèses doctorales. Plus récemment, un indice synthétique a été développé par le Groupe de travail sur les communautés dévitalisées⁷⁴, dans le cadre de la deuxième mouture de la *Politique nationale de la ruralité*. Certes, nous convenons que cette méthode n'a peut-être pas le mérite de « brasser le vent ». Néanmoins, elle possède des vertus heuristiques saisissantes, en plus d'être utilisée par plusieurs géographes⁷⁵.

L'indice que nous avons conçu a été calculé à partir des taux de variation observés⁷⁶ pour les quatre principales variables retenues,

-
69. On se rapportera aux différents ouvrages des auteurs cités en ce qui a trait à la méthodologie utilisée dans l'élaboration de leur indice composite, bien que leur méthode d'analyse soit comparable à la nôtre.
70. Gérald Fortin, *La fin d'un règne*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1971, 397 p.
71. Lawrence Desrosiers, *Hiérarchie des municipalités de l'Est-du-Québec*, Rimouski, ministère des Affaires municipales, 1970, pagination multiple.
72. Métra Consultants Ltée, *Est-du-Québec 1971–1976, aménagement de l'espace*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1971, 87 p.
73. Augustin Épanda, *Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation et perspectives de développement local approprié*, thèse de doctorat, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2003, 387 p.; Majella Simard, *op. cit.*, 2003.
74. Gouvernement du Québec, *Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées*, Québec, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, 2010, 28 p.
75. Paul Houée, *Les politiques de développement rural – Des années de croissance au temps des incertitudes*, 2^e édition, Paris, Économica, 1996, 321 p.; Jean-Claude Bontron et Sylvie Cabanis, *Essai de typologie socio-économique des cantons français*, Paris, Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées, 1993, 18 p.; Hervé Gumuchian, *À la périphérie de la périphérie : l'espace rural et le concept de fragilité en Abitibi*, Montréal, Université de Montréal, 1990, 66 p.
76. Le taux de variation du revenu moyen des familles a été calculé, pour chacune des

auquel nous avons incorporé le taux de chômage. Pour chacune d'entre elles, nous avons attribué un indice variant de 1 à 5 aux 605 localités faisant l'objet de notre étude et ce, pour les deux années de recensement retenues. L'indice 1 représente la pire position alors qu'à l'inverse, l'indice 5 exprime la meilleure. Cet indice a été établi en fonction de la classe à laquelle appartenait chacune des entités. Par la suite, nous avons calculé la moyenne des cinq indices attribués pour chacune des localités.

Chacune des variables a été pondérée selon son importance relative, de manière à atténuer les effets des anomalies statistiques. Bien qu'elle comporte une certaine part d'arbitraire, nous avons pondéré les variables en fonction de leur importance dans l'explication des disparités. Ainsi, nous avons accordé un poids de 0,50 au taux d'activité et de chômage. Le revenu est une variable essentielle dans l'analyse des disparités économiques. Deux indicateurs se rapportant à ce paramètre sont pris en compte dans l'élaboration de notre indice. Pour ces raisons, nous leur avons accordé un poids de 0,50 chacun. Finalement, un poids de 1 a été attribué à l'évolution du revenu provenant des transferts gouvernementaux, en raison de l'importance de cette variable dans l'évaluation des disparités. Il s'en est suivi une classification en cinq types :

- les municipalités caractérisées par une très forte accentuation des disparités (indice de 2,132 et moins);
- les municipalités caractérisées par une forte accentuation des disparités (indice oscillant entre 2,133 et 2,765);
- les municipalités caractérisées par une relative stabilité de leur situation (indice variant entre 2,766 et 2,825);
- les localités caractérisées par une forte réduction des disparités (indice se situant entre 2,826 et 3,474);
- les localités caractérisées par une très forte réduction des disparités (correspondant à un indice de 3,475 ou plus).

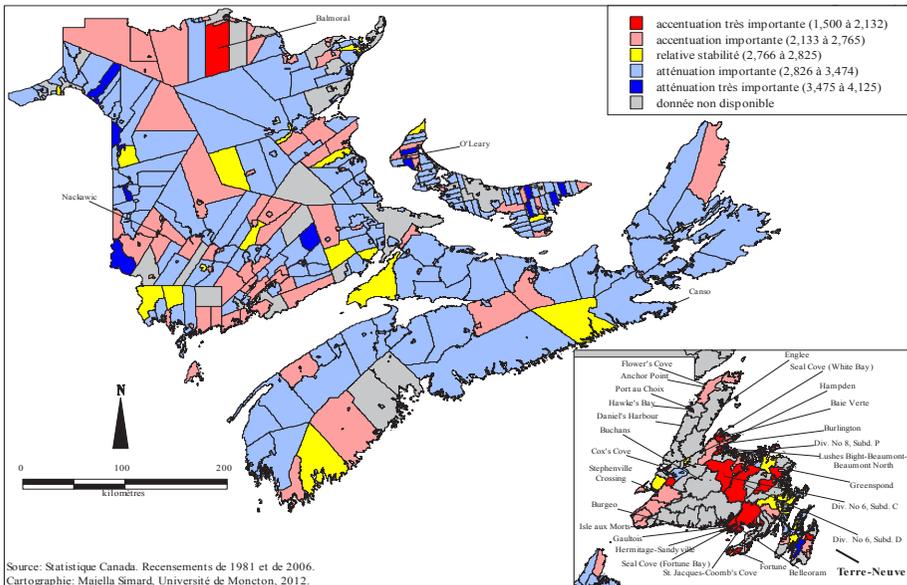
Il est à noter que l'étendue, pour chacune des classes, a été calculée en faisant la différence entre la valeur maximale et minimale pour chacune des quatre variables, que nous avons divisée par le nombre de classes, le résultat ayant permis d'obtenir les limites pour chacune des classes.

Formé de 18 localités, le groupe caractérisé par une très forte réduction des disparités concerne exclusivement des milieux ruraux. La majorité, soit huit entités, se situe au N.-B. (voir figure 8). L'Î.-P.-É. en comporte six, alors que T.-N.-L. en compte quatre. La présence de Florenceville n'est pas étrangère à l'essor qu'a connu la multinationale McCain Food au cours des 20 dernières années. L'essor économique de

localités à l'étude, en fonction de celui de leur province respective entre 1981 et 2006.

ces localités s'est matérialisé par une augmentation de 19,5 points de leur taux d'activité entre 1981 et 2006. Bien que leur taux de chômage ait connu une croissance de l'ordre de 8,8 points, cette hausse a été compensée par un accroissement du nombre d'emplois, ceux-ci passant de 4345 en 1981 à 6980 en 2006. Le nombre d'emplois a même doublé au Lot 56, à Tobique 20 et à Burnt Church 14. Tous les secteurs d'activité ont, dans ces trois cas particuliers, été affectés par cette augmentation. La forte croissance a eu des répercussions positives sur le niveau de revenu. Alors que ce dernier se situait à 77 p. 100 de celui de la province en 1981, il l'a surpassé en 2006, s'établissant à 117 p. 100 de la moyenne provinciale. Il se chiffrait à 13 929 dollars en 1981, contre 67 354 dollars en 2006. Certaines municipalités (Lot 51 à l'Î.-P.-É. et North Lake au N.-B.) ont même affiché des augmentations supérieures à 500 p. 100. Dans bon nombre de ces milieux, la transformation des ressources occupe une place importante au sein de l'économie. Le secteur secondaire représente plus de 30 p. 100 de la structure occupationnelle dans huit de ces 18 localités.

Figure 8 – Indice composite des localités de l'Atlantique en fonction de l'évolution de leur niveau de disparités économiques au cours de la période 1981-2006



On dénombre 279 localités caractérisées par une forte réduction des disparités, quoiqu'à un niveau inférieur à celui de leurs homologues du groupe précédent. Nettement plus hétérogène que ce dernier sur le

plan démographique et économique, cette catégorie, dont la population moyenne fait 4731 personnes, englobe le plus grand nombre d'individus, soit 1 319 856 en 2006. À l'exception de Saint-Jean, au N.-B., et de St. John's, à T.-N.-L., les villes les plus peuplées de l'Atlantique en font partie. Néanmoins, une cinquantaine d'entités correspond à de petites localités. Seulement 15 p. 100 des subdivisions de T.-N.-L. figurent dans cette catégorie. De fait, près des deux tiers des localités (plus précisément 52) s'y retrouvent, alors que l'on en dénombre 123 au N.-B. et 51 à l'Î.-P.-É. De façon générale, ces dernières sont bien positionnées dans la trame de peuplement. Leur distance moyenne par rapport à la ville s'établit à 19,3 km. Bien que le tiers de ces municipalités souffre de décroissance démographique, ce groupe s'est caractérisé par une augmentation de 12,4 p. 100 de sa population entre 1981 et 2006. Le nombre d'emplois est passé de 499 030 en 1981 à 686 980 en 2006, soit une hausse de 37,7 p. 100. Il s'en est suivi un accroissement de 7,8 points du taux d'activité. En dépit de cette forte croissance, ce ne sont pas toutes les subdivisions qui se sont distinguées par une amélioration de l'emploi. On a ainsi 38 localités qui ont plutôt emprunté une trajectoire inverse. Comme l'industrie touristique joue, dans plusieurs de ces municipalités, un rôle considérable au sein de l'économie locale, on comprendra qu'elles sont soumises à des périodes de chômage. En fait, l'hétérogénéité des subdivisions comprises au sein de cette catégorie se manifeste par la nature de leur économie, très différente d'un milieu à l'autre. Si le secteur tertiaire retient 64,8 p. 100 des actifs, cette proportion varie selon les endroits, oscillant entre 20,8 p. 100 à Bay de Verde et 91,8 p. 100 dans le cas de Fredericton. Plusieurs entités se distinguent par leur appareil industriel diversifié, alors que d'autres misent plutôt sur l'exploitation des ressources pour stimuler leur économie. En 2006, le revenu moyen des familles se situait à 102,5 p. 100 de la moyenne provinciale, contre 93,3 p. 100 en 1981. Près de 70 p. 100 du revenu des individus qui habitent dans ces milieux provient d'un emploi, alors que 20,5 p. 100 tire son origine de transferts gouvernementaux.

Les 52 localités stables sont éparpillées aux quatre coins de la région Atlantique. Avec 30 entrées, T.-N.-L. est la province qui en compte le plus. Le N.-B. en regroupe 14. Elles se concentrent surtout dans les comtés d'Albert, de Northumberland et de Charlotte. La N.-É. en comporte six. Enfin, l'Î.-P.-É. ferme la marche, avec deux entités. Leur population moyenne est de 1295 habitants. La majorité, soit 31, compte moins de 1000 personnes. Seulement sept villes en font partie. Elles ont toutes moins de 5000 habitants. Cette stabilité n'est toutefois que relative, puisque plusieurs entités ont fait l'objet de mutations, d'où la nécessité, comme l'évoque Dugas à juste titre, d'examiner certaines variables

constituant les valeurs synthèses⁷⁷. Par exemple, hormis quelques exceptions correspondant à des milieux autochtones, leurs effectifs démographiques sont en perte de vitesse, avec une baisse de 12,1 p. 100 entre 1981 et 2006. Ces localités se situent en moyenne à 26,4 km d'une ville. Cinq s'en retrouvent à plus de 50 km. Dans l'ensemble, leur taux d'activité n'a augmenté que de 4,7 points. Seulement 4345 emplois ont été créés en l'espace de 25 ans, ce qui, néanmoins, représente une croissance de 16,8 p. 100. Leur taux de chômage est en hausse de 16 points par rapport à 1981. Le secteur tertiaire emploie 62,6 p. 100 de la main-d'œuvre active, contre 23,5 p. 100 pour le secteur secondaire et 13,9 p. 100 pour les activités du secteur primaire. En fait, la nature des occupations est très variée, à l'image des entités comprises au sein de cette catégorie. Si les emplois manufacturiers se répartissent de façon plus égalitaire, on constate des différences entre certaines entités. En 2006, le revenu moyen des familles s'établissait à 52 118 dollars. Bien qu'il représente une augmentation de 213,8 p. 100 par rapport à 1981, ce revenu se situe en deçà de la moyenne des quatre provinces atlantiques. En dépit d'une certaine amélioration du revenu perçue sous la forme de transferts gouvernementaux, celle-ci a régressé de cinq points entre 1981 et 2006.

Au nombre de 226, les localités qui se sont distinguées par une forte accentuation des disparités économiques se situent majoritairement à T.-N.-L. Avec 117 entrées, celles-ci forment plus du tiers de l'assiette socioterritoriale de cette province. Si on y ajoute les 26 entités ayant subi une détérioration sévère de leur situation économique, cette proportion grimpe à 42,1 p. 100. Au N.-B., 74 localités, constituant 30,3 p. 100 de l'espace municipalisé, s'inscrivent dans cette même catégorie. Enfin, on en compte 20 en N.-É. et 15 à l'Î.-P.-É. Le monde rural est loin d'avoir le monopole des milieux à problèmes. De fait, plusieurs villes font partie de ce groupe. Nous pensons à Saint-Jean et à Campbellton, au N.-B. Le tissu urbain terre-neuvien y est aussi bien représenté, avec des villes comme Mount Pearl et Gander. Y figurent également les petits centres de services de Summerside et de Stratford, à l'Î.-P.-É., ainsi qu'Amherst et Yarmouth en N.-É. Néanmoins, cette catégorie se compose surtout de milieux ruraux. On en dénombre 181. En outre, toutes les strates démographiques sont représentées. Dans bien des cas, leur économie est axée sur la mise en valeur et la transformation des ressources. Leur structure économique est affaiblie par la perte de population. En moyenne, celle-ci a décliné de 12,2 p. 100 entre 1981 et 2006. Seulement 52 localités ont emprunté une trajectoire inverse. Il s'agit essentiellement de milieux urbains

77. Clermont Dugas, *op. cit.*, 2014, p. 280.

et périurbains. De 54,6 p. 100 qu'il était en 1981, le taux d'activité est passé à 56,7 p. 100 en 2006. Cette légère augmentation est toutefois très variable d'un milieu à l'autre. Elle oscille entre des extrêmes allant de -23,1 points, dans le cas de Southern Harbour, à T.-N.-L., à 27,7 dans celui de Mary's Harbour, situé dans la même province. Le chômage est monté en flèche dans la plupart de ces milieux, avec des sommets dépassant les 40 points dans 10 d'entre eux, la moyenne s'établissant à 21,9 p. 100 en 2006, contre 12,6 p. 100 en 1981. Le sous-emploi apparaît donc comme une réalité troublante au sein de ces localités. Le nombre d'emplois n'a augmenté que de 4,7 p. 100 entre 1981 et 2006. Ce sous-emploi s'explique notamment par la forte proportion de travailleurs (14,8 p. 100) affectés au secteur primaire. Dans certaines localités (Labrador City, Garnish, Wabush, Pilley's Island), c'est plus d'une personne sur quatre qui travaille à la mise en valeur des ressources. Le niveau de revenu moyen de ces 226 entités s'établit à 51 155 dollars. Il représente 96,6 p. 100 de celui de leur province, alors qu'il le dépassait en 1981, atteignant 107,6 p. 100. En hausse de 4,6 points par rapport à 1981, la proportion de transferts gouvernementaux représentait 26,9 p. 100 du revenu total en 2006.

Enfin, les 30 subdivisions caractérisées par une accentuation très forte des disparités entre 1981 et 2006 devraient bénéficier d'une attention particulière de la part des décideurs publics et autres acteurs du développement. Ces milieux se retrouvent presque exclusivement à T.-N.-L. Le N.-B. en abrite deux, alors que la N.-É. et l'Î.-P.-É. en compte un. Ces entités sont le fait exclusif des milieux ruraux. Leur population moyenne se chiffre à 609 personnes. Une seule, O'Leary, s'est caractérisée par une évolution positive de sa démographie entre 1981 et 2006. Dans l'ensemble, ces subdivisions ont perdu plus du tiers de leur population. Comme elles se trouvent en moyenne à 44,3 km d'une ville, leur fragilité économique se double d'une marginalité géographique. Ces milieux à faible densité se situent, pour la plupart, à l'écart des routes principales. Le chômage y constitue un problème majeur. Il s'est accru de 22 points en l'espace de 25 ans. Plusieurs de ces entités ont été très durement affectées par l'imposition du moratoire sur la pêche à la morue en 1992. Les difficultés survenues au sein du secteur minier ont aussi ébranlé leur économie. Dans certains cas, c'est la combinaison de plusieurs événements qui est responsable de leur déclin. Par exemple, à Daniel Harbour, les habitants ont dû composer avec le moratoire sur la pêche à la morue et avec la fermeture de la mine locale. Leur taux d'activité a décliné de 8,7 points au cours de la période à l'étude. Par conséquent, il s'agit du seul groupe dont le nombre d'emplois a diminué. Les pertes s'élèvent à 3060 emplois, dont 1545 sont issus du secteur primaire. Celui-ci accaparait 21 p. 100 de la population active en 2006. La faiblesse de l'infrastructure de services et

leur éloignement géographique conduisent à une faible représentation du secteur tertiaire dans la composition de leur structure occupationnelle. Ce dernier n'emploie que 57,3 p. 100 des actifs. Les problèmes d'emploi créent une forte dépendance à l'égard des paiements de transferts. En hausse de 21,7 points par rapport à 1981, ceux-ci représentent 37,7 p. 100 du revenu total. Tous ces malaises engendrent un faible niveau de revenu, dont la moyenne s'établissait à 53 686 dollars en 2006. En outre, les localités qui font partie de ce groupe se sont considérablement appauvries entre 1981 et 2006. De fait, en 1981, le revenu moyen des familles correspondait, au sein de ces milieux, à 199 p. 100 de celui de leur province en 1981, contre 82,6 p. 100 de celui-ci en 2006.

Conclusion

La problématique des disparités a longtemps constitué l'une des principales préoccupations des spécialistes en développement régional. L'un des motifs de cet intérêt tient au fait que leur persistance représente un frein au développement⁷⁸. D'un point de vue social, elles contreviennent aussi à la solidarité nationale, à la qualité de vie et à l'égalité des chances, objectif qui a longtemps occupé l'avant-scène de la politique néo-brunswickoise. Traduisant la très grande diversité biophysique et économique du Canada atlantique, elles illustrent des niveaux différents de situations socioéconomiques, où la prospérité côtoie la fragilité, voire la pauvreté. Dès lors, la région de l'Atlantique s'impose comme une mosaïque disparate d'entités inégales, vouées à des développements tout aussi inégaux. Ces disparités, en constante évolution, se manifestent à toutes les échelles géographiques, de la plus petite à la plus grande. Néanmoins, elles sont davantage perceptibles à l'échelon local. Mais il existe aussi, à l'intérieur même des localités, des différences entre les individus et les ménages, qui conditionnent la vie relationnelle, l'accessibilité des services, le niveau de vie et l'activité économique. Chaque localité a un comportement spécifique, amenant un remodelage de la structure des inégalités, d'où l'importance de revisiter leur évolution, particulièrement à cette échelle géographique, qui ne bénéficie que de l'attention d'un nombre restreint de chercheurs.

Notre analyse a permis de dégager que les disparités économiques entre le Canada atlantique et le pays d'une part et entre les diverses provinces atlantiques d'autre part se sont, de façon générale, atténuées entre 1981 et 2006. Sur le plan structurel, force est de reconnaître que des progrès considérables ont été réalisés au cours de cette période dans les

78. Li Jun et Dan Wenhong, *op. cit.*, 2011; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1994; Joseph Lajugie, Claude Lacour et Pierre Delfaud, *Espace régional et aménagement du territoire*, 2^e édition, Paris, Deloiz, 1985, 987 p.

domaines des infrastructures, des communications, des transports et de l'éducation, notamment grâce au système de péréquation de l'État central. La mise en œuvre de programmes spéciaux de développement régional, notamment par la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en 1987, peut également avoir eu une incidence sur la réduction des disparités, du moins à cette échelle. Il en est de même, sur le plan conjoncturel, de l'amélioration du contexte économique. Néanmoins, par rapport à l'ensemble du Canada, le marché du travail a continué à tirer de l'arrière dans la région Atlantique. Les hausses de productivité ont eu un effet néfaste sur l'économie de plusieurs régions rurales tributaires de l'exploitation des ressources naturelles.

Qu'il s'agisse de l'emploi ou des niveaux de revenus, l'affinement de notre échelle d'analyse traduit un élargissement des disparités — observation corroborée par les travaux de moult chercheurs⁷⁹. Ce creusement obéit à l'effet de la taille, de telle sorte que les petites localités constituent le parent pauvre d'une telle évolution. Outre l'effet de la taille, la structure spatiale, dont la situation géographique des localités, la distance entre celles-ci, leur éloignement par rapport aux villes et aux principaux marchés et l'éparpillement de la population, exerce un rôle déterminant dans l'évolution, voire l'accentuation des disparités. La localisation et la nature des activités économiques contribuent aussi à différencier les territoires fragiles de ceux qui sont plus prospères⁸⁰. De manière plus spécifique, une partie de la ruralité terre-neuvienne comprise au sein des divisions n° 3 et n° 6 a particulièrement été affectée par l'augmentation des disparités locales. Le même phénomène s'observe au nord du N.-B., ainsi que dans plusieurs segments de la péninsule acadienne, situation qui perdure depuis de nombreuses années.

Toujours sur le plan géographique, l'une des autres constatations qui se dégagent de notre analyse concerne la fonction particulière exercée par la structure urbaine dans la trajectoire évolutive des disparités⁸¹. De fait, la faiblesse de l'armature urbaine contribue au renforcement des inégalités entre les différentes catégories de localités et, plus particulièrement, entre les villes et les localités de petite taille démographique. Elle constitue un obstacle au développement, notamment au sein des régions

79. Branko Milanovic, *Half a World: Regional inequality in five great federations*, 2004, 52 p. (sur Internet : <http://ideas.repec.org/e/pmi.44.html>; consulté le 12 septembre 2014); François Bourguignon et Christian Morrisson, *The size distribution of income among world citizens : 1820-1990*, DELTA, 1999 (sur Internet : <http://siteresources.worldbank.org/INTDECINEQ/Resources/bourguignon.pdf>; consulté le 12 septembre 2014); Serge Coulombe, *op. cit.*, 1997; Clermont Dugas, *op. cit.*, 1988.

80. Emmanuel Duguet *et al.*, *op. cit.* 2008.

81. Serge Coulombe, *op. cit.*, 2000.

périphériques. Aucune ville ne parvient à étendre son aire de diffusion à l'ensemble de la région Atlantique. À T.-N.-L., le phénomène se présente avec une acuité particulière. Malgré son rôle de ville portuaire, St. John's ne dynamise qu'une partie de l'activité économique de la province. Par conséquent, la structure urbaine de la région Atlantique, en raison de son déséquilibre, influe fortement sur la formation des disparités et ce, en dépit de l'amélioration des communications et de l'avènement des nouvelles technologies de l'information. Il s'ensuit que le modèle centre-périphérie se manifeste encore avec beaucoup d'acuité au sein des provinces atlantiques et que le clivage rural/urbain semble jouer à l'avantage des régions à plus forte concentration urbaine. De toute évidence, le poids des facteurs structurels pèse lourd dans la formation des disparités.

Bien que près de la moitié des localités à l'étude se soient caractérisées par une réduction des disparités, il n'en demeure pas moins que 256 d'entre elles, soit 42,3 p. 100, ont évolué dans le sens contraire. Certes, l'avenir n'est pas nécessairement sombre pour les milieux affectés par de graves problèmes économiques. Tout porte à croire que les disparités seront appelées à évoluer, dans un sens comme dans l'autre, particulièrement en ce qui concerne plusieurs municipalités terre-neuviennes, dont plusieurs se sont distinguées par une détérioration de leur activité économique au cours de la période à l'étude. En outre, l'essor de l'industrie pétrolière que connaît cette province depuis quelques années contribuera à modifier la trajectoire de ces inégalités. En raison des changements apportés au dernier recensement, il s'avérera toutefois difficile d'en mesurer les effets sur les plus petites entités territoriales. Néanmoins, la mise en œuvre d'un processus de revitalisation s'impose, de façon à repositionner la situation économique des localités qui ne profiteront pas de cette croissance. Un tel rattrapage est d'autant plus nécessaire dans le contexte de la mondialisation, où les localités qui ne parviennent pas à s'adapter aux mutations et en cours sont susceptibles de se fragiliser davantage⁸². Par conséquent, leur avenir dépendra non seulement de l'évolution de la conjoncture économique globale et de la mise en valeur de nouvelles ressources, mais aussi des politiques qui seront conduites par les gouvernements provinciaux et fédéral, de la capacité manifestée par les populations locales d'innover et de renouveler la valorisation des atouts et aménités existants, de l'inventivité de leurs ressources humaines et de la qualité de la gouvernance territoriale — autant d'éléments susceptibles

82. Gabriel Wackermann, *La mondialisation*, Paris, Éditions Ellipses, coll. « Capes/Agrégation », 2007, 288 p.; Serge Coulombe, *op. cit.*, 2007.

d'enclencher une véritable dynamique de développement territorial dans la région Atlantique.

Pour finir, en dépit de son originalité, nous sommes conscient que notre analyse comporte certaines limites. Comme nous l'avons évoqué, hormis les variables relatives à l'emploi et aux niveaux de revenu qui ont servi de fil conducteur à notre contribution, d'autres indicateurs (comme la population active ou le niveau de scolarité) auraient pu apporter un autre éclairage à notre démonstration. Le recours à des régressions multiples ou logistiques contribuerait aussi à mieux cerner le rôle de certains déterminants, dont la prédominance des activités du secteur primaire dans l'évolution des disparités. De plus, une approche misant sur l'économétrie spatiale permettrait de tester la robustesse de certaines corrélations. Dans le même temps, Dubé et Polèse rappellent que même les modèles économétriques les plus sophistiqués ne peuvent rendre compte de la complexité en ce qui a trait à la structure des disparités, quelles que soient les variables retenues⁸³. Néanmoins, en privilégiant l'échelle locale, en distinguant diverses catégories de milieux géographiques et en mettant en perspective différents éléments relatifs à la structure de peuplement, nous pensons que cet article fait œuvre utile dans l'examen des disparités dans la région Atlantique. Dès lors, il est susceptible de mieux éclairer les décideurs dans l'élaboration de politiques publiques visant à les atténuer.

83. Jean Dubé et Mario Polèse, « Est-ce le début de la fin du retard historique de l'Est canadien? Un regard sur l'évolution (1988-2012) des marchés locaux du travail à partir d'une décomposition du chômage », dans Sébastien Breau (dir.), *op. cit.*, 2014.